

EXTRAIT DE "PRETRES AU GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN"

PAR FERNANDO CARDENAL, S.J.

Q. Pourquoi vous, les prêtres, n'avez-vous pas abandonné l'action politique après la victoire de la révolution?

F.C. Parce que nous voyions que le combat ne se terminait pas avec la victoire. Il entraînait au contraire dans une étape décisive, qui s'annonçait très difficile. Le tyran et sa garde étant tombés, il fallait reconstruire et se lancer dans la transformation profonde de l'ensemble du système et de ses structures. C'était le début du processus de changement qui allait permettre d'améliorer les conditions de vie du peuple pauvre. Il nous semblait que nous ne serions pas de trop pour la mener à bien. Les responsabilités que nous allions avoir nous apparaissaient comme parfaitement cohérentes et conformes à notre condition de religieux et de prêtres.

Avec la victoire sur Somoza, nous estimions que notre engagement envers le peuple n'était pas terminé. Il prenait au contraire plus d'importance et de force; il s'approfondissait. Le nouveau projet pour le peuple avait besoin d'être soutenu car il était très fragile, en butte aux attaques de forces puissantes, alors qu'il était nécessaire puisqu'il relevait de la cause de la justice. Le soutenir ne voulait pas dire participer au pouvoir à titre de privilège; cela signifiait plutôt donner aux pauvres la possibilité d'avoir le pouvoir.

Nous devons continuer le combat pour l'homme nouveau dans ce nouveau projet de société, en y affirmant les valeurs chrétiennes et ecclésiales. Nous nous trouvions devant le fait inédit que, pour la première fois dans l'histoire, une révolution socialiste originale n'était ni antichrétienne ni anticléricale; le Christianisme et l'Eglise n'avaient été ni étrangers ni opposés à une révolution de ce type. Cette possibilité historique était fragile et menacée; elle pouvait facilement avorter, ce qu'il fallait à tout prix éviter. Voilà pourquoi nous avons mis nos compétences à son service pour la nouvelle étape qui commençait.

NOUS DEVONS CONTINUER LE COMBAT POUR L'HOMME NOUVEAU DANS CE NOUVEAU PROJET DE SOCIÉTÉ, EN Y AFFIRMANT LES VALEURS CHRÉTIENNES ET ECCLÉSIALES.

Q. Bien des personnes qui ont vu d'un bon oeil la participation de prêtres comme toi et les autres au combat contre Somoza, risquent aujourd'hui de la voir d'un mauvais oeil parce que, disent-ils, le Front sandiniste a trahi le programme initial de la révolution populaire.

F.C. Il est très facile de montrer que le projet et le programme sandinistes, soutenus par de nombreux pays en Amérique latine et en Europe

pendant la lutte contre le gouvernement somoziste, restent en substance inchangés jusqu'à maintenant. Les objectifs et les valeurs fondamentales qui ont permis l'union de tant de gens dans ce pays, et de toutes les classes sociales, pour la lutte contre la dictature somoziste, ces objectifs et ces valeurs restent les mêmes.

Les éléments essentiels et inédits du changement en cours sont toujours là. Ce qui a changé, ce n'est pas le programme du Front sandiniste; c'est le fait que tous les secteurs sociaux du Nicaragua s'étaient unis à l'époque de la lutte anti-somoziste pour lutter contre le dictateur. Les riches aussi avaient participé au mouvement car, à partir de 1973, au lendemain du tremblement de terre, le général Somoza était devenu leur grand concurrent en affaires. Un concurrent à la voracité insatiable puisqu'il avait accaparé toutes les aides au bénéfice de ses propres affaires, lesquelles ont alors fait concurrence aux affaires du secteur privé. C'est ainsi que le Front sandiniste a réussi à faire participer tous les secteurs sociaux au combat contre Somoza. Mais une fois Somoza tombé avec son armée, et après que le Front sandiniste de libération nationale eût accédé au gouvernement et commencé, avec pondération, à mettre en pratique les réformes nécessaires à la transformation du pays, en faveur des masses pauvres de la population, les riches n'ont pas accepté que ces réformes touchent à leurs poches, même si c'était de façon bien légère et prudente. C'est alors qu'ils ont commencé à s'opposer à la révolution sandiniste et à dire qu'elle avait trahi son programme. En réalité ils ne voulaient qu'un changement de gouvernement, mais pas du système de gouvernement.

Malheureusement il y a aussi des secteurs religieux qui ne se sont pas fait l'écho de la joie pascale du peuple qui venait de terminer son exode et qui commençait à édifier sa terre promise; ils se sont plutôt fait le reflet de la tristesse et de la protestation de ceux qui devaient renoncer à leurs privilèges séculaires pour permettre d'entrer dans une société où tous seraient favorisés.

C'est pour moi très clair. Le Front sandiniste n'a trahi aucun de ses projets initiaux. Ce sont les secteurs riches et les personnes favorables à leurs intérêts qui mettent la révolution en question, non parce qu'elle ne serait plus la révolution élaborée par le Front sandiniste, mais parce qu'elle réalise précisément ce qui a été prévu: transformer le pays, faire la réforme agraire, procéder à une refonte complète des structures de sorte que le Nicaragua devienne un pays où règnent la justice et la fraternité.

Q. Il y a pourtant conflit dans l'Eglise à propos des fonctions exercées par les prêtres dans la révolution, un conflit au plus haut niveau hiérarchique de l'Eglise. En juin 1981, les évêques de Nicaragua ont publiquement sommé les prêtres d'abandonner leurs postes gouvernementaux, sous peine de sanctions. Le Vatican a fait preuve de modération et vous avez eu l'autorisation de continuer vos fonctions à condition de renoncer à l'exercice du sacerdoce. A l'occasion du voyage du pape, le sujet est revenu au premier plan. On dit que le Vatican a fait pression pour que vous abandonniez vos responsabilités gouvernementales. On dit que le P. Dezza, délégué personnel du pape Jean-Paul II dans les affaires de la Compagnie, a fait preuve d'autorité auprès des jésuites concernés. Comment te situes-tu, Fernando, dans ce conflit?

F.C. Puisque je parle avec toi en toute sincérité, je dois te dire tout ce qui s'est passé en ce domaine depuis 1980. Alors que j'étais dans la croisade d'alphabétisation, on a commencé à nous demander d'abandonner nos responsabilités et le service du peuple dans la révolution. J'ai toujours ressenti ces demandes comme l'expression d'une vision politique des choses. Je ne les ai jamais ressenties comme venant d'une préoccupation vraiment pastorale et évangélique, par souci de nos personnes de prêtres, en faveur de la Mission de l'Eglise auprès du peuple ou par préoccupation du Royaume de Dieu. Je ne dis pas que ces motivations n'existaient pas. Je ne veux juger personne ni préjuger des intentions de quiconque. Je dis seulement que je n'ai jamais eu l'impression d'autre chose qu'une intention politique.

On nous disait que nous devions cesser le travail parce que l'Eglise manquait de prêtres. Quand j'enseignais la philosophie à l'Université nationale de Nicaragua, il me semble qu'il y en avait encore moins; mais on ne s'est alors jamais soucié du fait que je n'avais pas de fonctions paroissiales ni même que je n'avais aucun travail pastoral fixe. Je n'ai jamais vu personne, ni aucun évêque, se préoccuper de ce que dans notre collège il y avait des prêtres qui passaient leur temps à enseigner les mathématiques, l'anglais, l'histoire ou l'espagnol. Je m'étonnais d'une telle préoccupation subite. Il me semblait qu'apprendre à lire à notre peuple, aux pauvres, aux analphabètes, c'était plus important comme Mission d'Eglise que de rester dans l'université à enseigner à des gens privilégiés des matières comme celles que j'enseignais.

Je constatais qu'il y avait dans d'autres pays des prêtres à des postes gouvernementaux, et des postes importants, sans que cela fit aucunement problème. Pour donner un cas concret: j'étais en Colombie voici quelques jours et un compagnon jésuite m'a raconté qu'il travaillait au ministère de l'éducation du gouvernement colombien, et qu'il n'avait jamais eu de problème. Alors, en Colombie, on peut être fonctionnaire dans un ministère, mais pas ici?

IL ME SEMBLAIT QU'APPRENDRE À LIRE À NOTRE PEUPLE, AUX PAUVRES, AUX ANALPHABÈTES, C'ÉTAIT PLUS IMPORTANT COMME MISSION D'ÉGLISE QUE DE RESTER DANS L'UNIVERSITÉ À ENSEIGNER À DES GENS PRIVILÉGIÉS DES MATIÈRES COMME CELLES QUE J'ENSEIGNAIS.

Je dois dire qu'il m'en a beaucoup coûté d'accepter les conditions mises par les évêques pour nous laisser continuer dans nos fonctions en juillet 1981. Il m'est apparu que cet accord était véritablement absurde. On nous autorise à exercer nos responsabilités à titre exceptionnel, en raison des urgences du pays; mais on nous demande en même temps de renoncer volontairement à tout exercice du sacerdoce, à la célébration de tout sacrement y compris la messe, que ce soit en public ou en privé, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, étant bien entendu qu'il ne s'agit pas là d'une sanction. Cela ne me semble guère canonique, ni pastoral, ni évangélique, ni chrétien, ni même humain. On nous dit que c'est par souci pastoral

qu'on nous demande cela; par désir de nous voir reprendre un ministère pastoral. En réalité une telle privation ne peut que nous conduire à nous en écarter davantage. Voilà plus d'une année que nous sommes éloignés de tout ministère directement pastoral, directement sacerdotal, parce que nous avons respecté nos engagements. Nous ne pouvons le ressentir que comme une privation. Puisque nous n'avons commis aucune faute, étant donné qu'on nous autorise à demeurer à nos postes, pourquoi nous demande-t-on de nous imposer nous-mêmes ce type de peine, cette sanction de privation? Il a été spécifié que ce n'était pas une sanction mais un renoncement volontaire; mais nous le ressentons en réalité comme une sanction, c'est inévitable.

J'AI SOUFFERT ET JE SOUFFRE DE ME VOIR PRIVÉ DE LA CÉLÉBRATION DE LA MESSE. J'AI ACCEPTÉ EN PENSANT À CHARLES DE FOUCAULD.

Je pense que s'il y a une exception à faire de la part de l'Eglise, en raison des urgences pour le peuple, l'exception doit être faite avec générosité, en bénissant les prêtres et en les soutenant pour que leur sensibilité sacerdotale ne s'émeusse pas, pour qu'ils ne s'éloignent pas, pour qu'ils ne perdent pas le goût ni l'habitude du ministère sacramentel alors qu'ils s'adonnent à ces tâches d'exception. Si c'est leur bien spirituel qui est recherché et si l'on fait une exception, il faut les aider pastoralement et spirituellement. Comme a fait un évêque qui nous a aussitôt réunis pour nous dire: "*Je vais faire retraite avec vous une fois par mois pour que vous puissiez continuer à réfléchir dans la foi et maintenir vivante la flamme de votre sacerdoce*". Voilà, je pense, un type de réponse pastorale à notre problème exceptionnel. L'Eglise n'a-t-elle pas toujours demandé que tous les prêtres, même ceux qui pour des raisons diverses ne célèbrent pas la messe en présence d'une communauté, puissent la célébrer avec un minimum de personnes présentes?

Cette privation m'a fait mal. Elle me fait mal. A cause de ce dont je suis privé. Et parce que cela me semble absurde et injuste. Je l'ai cependant accepté de plein gré. Je l'ai accepté en me rappelant ce que j'avais lu de Charles de Foucauld. A l'époque où le droit canonique interdisait la célébration de l'eucharistie sans la présence d'un enfant de chœur, et alors que Charles de Foucauld se trouvait chez les Touaregs du Sahara sans personne pour lui servir la messe, il est resté trois ans sans dire la messe pour assurer une présence évangélique parmi les Touaregs. Il a renoncé pendant trois ans à célébrer la messe. Alors j'ai décidé de faire de même: je vais renoncer comme prêtre à la célébration de tout sacrement pour rester au service du peuple, en étant présent à sa révolution. Je n'avais jamais imaginé en arriver comme prêtre à ce sacrifice pour le peuple. Au contraire, j'avais toujours pensé qu'on me demanderait davantage de services, au titre de mon sacerdoce, dans la révolution.

Charles de Foucauld était absolument seul. Il a dû se priver de ce dont je n'ai pas à me priver, Dieu merci, car je participe à l'eucharistie célébrée par mes frères de la communauté religieuse.

Sur ce point, je dois dire que nous avons eu bien des satisfactions, et inattendues. Nous avons reçu des lettres de très nombreux pays d'Amérique et d'Europe, de la part de chrétiens, de prêtres, de théologiens, de communautés de base, de congrès et d'assemblées chrétiennes. Il y a eu par exemple la lettre du comité directeur de la revue internationale de théologie "Concilium", réuni à Londres à l'époque où nous étions en fin de pourparlers avec les évêques. Plus d'une vingtaine de théologiens de renom mondial ont envoyé une lettre aux évêques pour souligner l'importance de notre présence et de notre travail dans la révolution. Nous nous sommes alors rendu compte que notre présence dans la révolution sandiniste était un signe perçu par de nombreux pays comme celui d'une Eglise présente aux pauvres. Les théologiens demandaient que ce signe demeurât; ils expliquaient que notre présence dans la révolution était pour eux, comme Eglise, une espérance. Cela a été pour nous une grande consolation de recevoir tous ces soutiens. Ici même, au Nicaragua, une multitude de textes, de déclarations, d'assemblées et de réunions se sont fait l'écho du désir que nous restions prêtres en travaillant pour le peuple dans la révolution. □